



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE

JN-50 COLLECTION



Distr.  
LIMITEE

A/C.2/L.1454

11 novembre 1975

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Trentième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Argentine, Brésil, Chypre, Colombie, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Grèce, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Irak, Italie, Jordanie, Koweït, Madagascar, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Norvège, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République arabe syrienne, République Dominicaine, Soudan, Sri Lanka, Tunisie et Yougoslavie : projet de résolution

Conférence mondiale sur l'emploi

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 1968 (LIX) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1975 concernant la prochaine Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la distribution des revenus, le progrès social et la division internationale du travail et la décision 134 (XV) du Conseil du commerce et du développement concernant les répercussions sur l'emploi des mesures politiques internationales dans le domaine du commerce et du développement,

Ayant présentes à l'esprit ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi que sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant également sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975 et en particulier ses sections III et IV, relatives à la science et à la technique et à l'industrialisation,

Ayant également présent à l'esprit le fait que dans la résolution 3362 (S-VII) les gouvernements sont invités à procéder aux préparatifs et consultations nécessaires étant donné l'importance de la Conférence mondiale sur l'emploi,

Soulignant que l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies est d'assurer le plein emploi dans tous les pays,

Convaincue que, dans le domaine de l'emploi, des mesures doivent être prises à l'échelon international pour compléter et renforcer les mesures adoptées à l'échelon national,

1. Se félicite de la convocation par l'Organisation internationale du Travail de la Conférence mondiale sur l'emploi en juin 1976;

2. Note avec satisfaction que les principaux objectifs de la Conférence consistent à promouvoir une meilleure compréhension de la nature et de l'ampleur des problèmes de l'emploi, à formuler des recommandations pour l'élaboration de stratégies nationales visant à faire face efficacement à ces problèmes et à dégager et adopter des propositions concrètes touchant les mesures à prendre à l'échelon international;

3. Fait siennes les demandes adressées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1968 (LIX), aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées pour les prier de prêter leur plus large concours pour la préparation de la Conférence mondiale sur l'emploi;

4. Invite instamment les Etats Membres qui participeront à la Conférence mondiale sur l'emploi à se faire représenter au plus haut niveau possible.

-----